

La Contre-révolution au Proche-Orient

par Thierry Meyssan*

Un clan saoudien, les Sudairi, est au cœur de la vague contre-révolutionnaire lancée au Proche-Orient par les États-Unis et Israël. Dans une vaste synthèse, parue en épisodes dans le plus important quotidien de langue russe, Thierry Meyssan dresse depuis Damas le tableau général des contradictions qui agitent cette région.

11 MAI 2011

Depuis
Damas (Syrie)

Thèmes

● CentCom :
Contrôle du
« Grand
Moyen-
Orient »

Pays

● Arabie
saoudite
● Bahreïn
● Syrie
● Égypte



L'image a fait scandale aux États-Unis : lors du G20, le président Obama s'incline devant le souverain saoudien et lui baise la main.

En quelques mois, trois gouvernements pro-occidentaux ont chuté dans le monde arabe : le parlement a renversé le gouvernement de Saad Hariri au Liban, tandis que des mouvements populaires ont chassé Zine el-Abidine Ben Ali de Tunisie, puis arrêté Hosni Moubarak en Égypte.

Ces changements de régime s'accompagnent de manifestations contre la domination états-unienne et le sionisme. Ils profitent politiquement à l'Axe de la Résistance, incarné au plan étatique par l'Iran et la Syrie, et au plan infra-étatique par le Hezbollah et le Hamas.

Pour mener la contre-révolution dans cette région, Washington et Tel-Aviv ont fait appel à leur meilleur soutien : le clan des Sudairi, qui incarne plus que nul autre le despotisme au service de l'impérialisme.

Les Sudairi

Vous n'en avez peut-être jamais entendu parler, pourtant les Sudairi constituent l'organisation politique la plus riche du monde depuis plusieurs décennies.

Les Sudairi, ce sont parmi les cinquante-trois fils du roi Ibn Séoud fondateur de l'Arabie saoudite, les sept qui ont été enfantés par la princesse Sudairi. Leur chef de file était le roi Fahd, qui régna de 1982 à 2005. Ils ne sont plus que six depuis sa mort. L'ainé, c'est le prince Sultan, ministre de la Défense depuis 1962, 85 ans. Le plus jeune, c'est le prince Ahmed, ministre adjoint de l'Intérieur depuis 1975, 71 ans. Depuis les années 60, c'est leur clan qui a organisé, structuré, financé, les régimes fantoches pro-occidentaux du « *Moyen-Orient élargi* ».

Ici, un retour en arrière est indispensable.

L'Arabie saoudite est une entité juridique créée par les Britanniques durant la Première Guerre mondiale pour affaiblir l'Empire Ottoman. Bien que Lawrence d'Arabie ait inventé le concept de « *nation arabe* », il n'est jamais parvenu à faire de ce nouveau pays une nation, et encore moins un État. C'était et c'est toujours la propriété privée de Séoud. Ainsi que l'a montré l'enquête judiciaire britannique lors du scandale Al-Yamamah, au

XXIe siècle, il n'existe pas encore de comptes bancaires ni de budget du royaume ; ce sont les comptes de la famille royale qui servent à administrer ce qui reste leur domaine privé.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni n'ayant plus les moyens de son impérialisme, ce territoire passa sous suzeraineté états-unienne. Le président Franklin D. Roosevelt conclut un accord avec le roi Ibn Séoud : la famille des Séoud garantissait l'approvisionnement en pétrole des États-Unis qui, en échange, garantissaient l'aide militaire nécessaire au maintien des Séoud au pouvoir. Cette alliance est connue sous le nom d'*Accord du Quincy*, car négociée à bord du navire du même nom. C'est un accord, pas un traité, car il ne lie pas deux États entre eux, mais un État et une famille.



L'Accord du Quincy lie les Etats-Unis à la famille des Séoud.

Le roi fondateur, Ibn Séoud, ayant eu 32 épouses et 53 fils, de graves rivalités entre successeurs potentiels ne tardèrent pas à se faire jour. Aussi fut-il tardivement décidé que la couronne ne se transmettrait pas de père en fils, mais de demi-frère en demi-frère.

Cinq fils d'Ibn Séoud sont déjà montés sur le trône. Le roi actuel, Abdallah Ier, 87 ans, est un homme plutôt ouvert d'esprit, bien que totalement déconnecté des réalités contemporaines. Conscient que le système dynastique actuel va à sa perte, il souhaite réformer les règles de succession. Le souverain serait alors désigné par le Conseil du royaume —c'est-dire par des représentants des diverses branches de la famille royale— et pourrait être d'une plus jeune génération.

Cette sage idée ne fait pas l'affaire des Sudairi. En effet, compte tenu des diverses renonciations au trône pour raison de santé ou par sybaritisme, les trois prochains postulants appartiennent au clan : le prince Sultan —déjà nommé— ministre de l'Intérieur, 85 ans ; le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, 78 ans, et le prince Salman, gouverneur de Riyadh, 75 ans. Si elle devait être appliquée, la nouvelle règle dynastique le serait à leur détriment.

On comprend donc que les Sudairi, qui n'ont jamais porté dans leur cœur leur demi-frère, le roi Abdallah, le haïssent désormais. On comprend aussi qu'ils ont décidé de jeter toutes leurs forces dans la bataille actuelle.



Le prince Bandar et son « frère » George W. Bush.

Le retour de Bandar Bush

À la fin des années 70, le clan des Sudairi était dirigé par le prince Fadh. Il remarqua les rares qualités d'un des enfants de son frère Sultan : le prince Bandar. Il l'envoya négocier des contrats d'armement à Washington et apprécia la manière dont il acheta l'accord du président Carter.

Lorsque Fadh monta sur le trône, en 1982, il fit du prince Bandar son homme de confiance. Il le nomma attaché militaire, puis ambassadeur à Washington, poste qu'il occupa tout au long du règne, jusqu'à son renvoi brutal par le roi Abdallah, en 2005.

Fils du prince Sultan et d'une esclave libyenne, le prince Bandar est une personnalité brillante et sans scrupules qui a su s'imposer au sein de la famille royale malgré le déshonneur attaché à son origine maternelle. Il est aujourd'hui le bras agissant des gérontocrates du clan Sudairi.

Durant son long séjour à Washington, le prince Bandar s'est lié d'amitié à la famille Bush, particulièrement à George H. Bush avec qui il était inséparable. Ce dernier aime à le présenter comme le fils qu'il aurait aimé avoir, au point qu'on le surnomme dans la capitale, « *Monsieur Bandar Bush* ». Ce que George H. —ancien directeur de la CIA, puis président des États-Unis— apprécie le plus chez lui, c'est son goût pour l'action clandestine.

« *Mr. Bandar Bush* » s'est intégré dans la haute société états-unienne. Il est aussi bien administrateur à vie de l'Institut Aspen que membre du Bohemian Grove. Le public britanniques a découvert son existence lors du scandale Al-Yamamah : le plus grand contrat d'armement de l'Histoire et aussi la plus importante affaire de corruption. Durant une vingtaine d'années (1985-2006), British Aerospace, bientôt renommé BAE Systems, a vendu pour 80 milliards de dollars d'armement à l'Arabie saoudite tout en reversant discrètement une partie de cette manne sur les comptes bancaires d'hommes politiques saoudiens et probablement britanniques, dont 2 milliards de dollars pour le seul prince Bandar.

C'est que Son Altesse a beaucoup de frais. Le prince Bandar a repris à son compte nombre de combattants arabes levés par les services secrets saoudiens et pakistanais durant la Guerre froide pour combattre l'Armée rouge en Afghanistan à la demande de la CIA et du MI6. Bien sûr, la figure la plus connue de ce milieu n'était autre que milliardaire anti-communiste devenu guru jihadiste, Oussama Ben Laden.

Il est impossible de dire précisément de combien d'hommes dispose le prince Bandar. Au fil du temps, on voit sa main dans de nombreux conflits et actes de terrorisme dans tout le monde musulman, du Maroc au Xinkiang chinois. À titre d'exemple, on se souvient de la petite armée qu'il avait implanté dans un camp

palestinien libanais, à Nahr el-Bared, sous le nom de Fatah al-Islam. La mission de ces combattants était de soulever les réfugiés palestiniens, majoritairement sunnites, de proclamer un émirat indépendant et de combattre le Hezbollah chiite. L'affaire tourna mal, les salaires des mercenaires n'ayant pas été payés à temps. En définitive, en 2007, les hommes du prince Bandar se retranchèrent dans le camp. 30 000 Palestiniens furent obligés de fuir, tandis que l'armée libanaise livra bataille durant deux mois pour reprendre le camp. Cette opération coûta la vie à 50 mercenaires, à 32 civils palestiniens et à 68 soldats libanais.

Début 2010, Bandar fomenta un coup d'État pour renverser le roi Abdallah et placer son père, Sultan, sur le trône. Le complot fut découvert et Bandar partit en disgrâce sans pour autant perdre ses titres officiels. Mais fin 2010, la santé du roi déclinant et ses opérations chirurgicales se multipliant, les Sudairi reprurent la main et imposèrent son retour avec l'appui de l'administration Obama.



Binational saoudo-libanais, Saad Hariri, s'est rallié aux Sudairi. Premier ministre démissionnaire du Liban, il bloque la constitution d'un nouveau gouvernement depuis trois mois et, en attendant, expédie les affaires courantes.

C'est après avoir rendu visite au roi, hospitalisé à Washington, et avoir conclu un peu vite qu'il était agonisant que le Premier ministre libanais Saad Hariri se rallia aux Sudairi. Saad Hariri est un saoudien, né à Riyadh, mais disposant de la double nationalité. Il tient sa fortune de son père, lequel devait tout aux Séoud. Il est donc un obligé du roi et est devenu Premier ministre du Liban à sa demande pressante, alors que le département d'État US s'interrogeait sur sa capacité à occuper le poste.

Durant la période où il obéissait au roi Abdallah, Saad Hariri entreprit de se réconcilier avec le président Bachar el-Assad. Il retira les accusations qu'il avait formulé à son égard à

propos de l'assassinat de son père, Rafik el-Hariri, et déplora avoir été manipulé pour créer artificiellement une tension entre le Liban et la Syrie. En se ralliant aux Sudairi, Saad fit une volte-face politique. Du jour au lendemain, il renia la politique d'apaisement du roi Abdallah vis-à-vis de la Syrie et du Hezbollah et se lança dans une offensive contre le régime de Bachar el-Assad, pour le désarmement du Hezbollah et un compromis avec Israël.

Cependant le roi Abdallah se réveilla de son état semi-comateux et ne tarda pas à demander des comptes. Privé de ce soutien indispensable, Saad Hariri et son gouvernement furent renversés par le Parlement libanais au profit d'un autre milliardaire bi-national Najib Mikati, moins aventuriste. A titre de punition, le roi Abdallah lança une enquête fiscale sur la principale société saoudienne des Hariri et fit arrêter plusieurs de ses collaborateurs pour fraude.

Les légions des Sudairi

Les Sudairi ont décidé de lancer la contre-révolution tous azimuts.

En Égypte où ils finançaient d'une main les Mubarak, de l'autre les Frères musulmans, ils ont désormais imposé une alliance entre la confrérie et les officiers pro-US.

Ensemble, cette nouvelle coalition s'est partagé le pouvoir en

excluant les leaders de la révolution de la Place Tahrir. Elle a refusé de convoquer une Assemblée constituante et s'est contentée d'amender marginalement la constitution.

En premier lieu, elle a déclaré l'islam religion d'État, au détriment de la minorité chrétienne copte (environ 10 %) qui avait été opprimée par Hosni Moubarak et s'était mobilisée en masse contre lui. De plus, le docteur Mahmoud Izzat, numéro deux des Frères, a appelé à la rapide instauration de la Sharia et à la restauration des châtiments islamiques.

Le jeune Waël Ghoneim, qui avait joué un rôle de premier plan dans le renversement du tyran, a été interdit de podium dès la manifestation de la victoire, le 18 février, qui réunit près de 2 millions de personnes. À l'inverse, le prêcheur vedette des Frères, Youssef al-Qardawi, de retour après 30 ans d'exil à Qatar, a pu longuement s'exprimer. Lui, qui avait été déchu de sa nationalité par Gamal Abdel Nasser, s'est érigé en incarnation de la nouvelle ère : celle de la Sharia et de la coexistence pacifique avec le régime sioniste de Tel-Aviv.

Le Prix Nobel de la paix Mohammed el-Baradeï, —que les Frères musulmans avaient choisi comme porte-parole durant la révolution pour se donner une image ouverte— a été

physiquement agressé par les mêmes Frères lors du référendum constitutionnel et a été écarté de la scène politique.

Les Frères musulmans ont annoncé leur entrée en bonne et due forme sur la scène politique avec la création d'un nouveau parti, Liberté et Justice, soutenu par la National Endowment for Democracy (NED) et imitant l'image de l'AKP turc (Ils ont choisi la même stratégie en Tunisie avec le Parti de la Renaissance).

Dans ce contexte, des violences ont été perpétrées contre les minorités religieuses. Ainsi deux églises coptes ont été brûlées. Loin de punir les agresseurs, le Premier ministre leur a donné un gage : il a démis de ses fonctions le gouverneur qu'il venait de nommer dans la province de Qenna, le respecté général Imad Mikhael... parce que celui-ci n'est pas musulman sunnite, mais chrétien copte.



Porte-parole des Frères musulmans en Egypte, Essam Elarian ne centre pas sa campagne électorale sur l'abrogation des Accords de Camp David, mais sur la criminalisation de l'homosexualité. Selon lui, même si la majorité de la population accepte ce « vice », un Etat musulman se doit de le réprimer selon la Sharia.



Le Conseil de coopération du Golfe (CGC) a appelé de ses vœux l'intervention de l'OTAN en Libye et a envoyé l'armée saoudienne et la police émiratie écraser la contestation à Bahreïn.

En Libye, les Sudairi ont transféré des combattants armés en Cyrénaïque avant que les franco-britanniques ne donnent le signal

de l'insurrection contre le pouvoir de la Tripolitaine. Ce sont eux qui ont distribué des armes et des drapeaux rouge-noir-vert à l'étoile et au croissant, symboles de la monarchie senoussi, protectrice historique des Frères musulmans.

Leur objectif est d'en finir avec le trublion Kadhafi et de restaurer le prince Mohammed sur le trône de ce qui était jadis le Royaume-Uni de Libye.

C'est le Conseil de coopération du Golfe qui, le premier, a demandé une intervention armée contre le gouvernement de Tripoli. Et c'est, au sein du Conseil, la délégation saoudienne qui a conduit les manœuvres diplomatiques pour que la Ligue arabe cautionne l'attaque par les armées occidentales.

De son côté le colonel Kadhafi avait assuré dans plusieurs discours qu'il n'y avait pas de révolution en Cyrénaïque, mais que son pays devait faire face à une opération de déstabilisation d'Al Qaïda ; des propos qui ont fait sourire, à tort, et qui furent confirmés par le commandeur de l'US Africom en personne : on se souvient du malaise du général Carter F. Ham, commandant des premières opérations militaires états-uniennes avant qu'il ne soit relevé par l'OTAN. Il s'était étonné de devoir choisir ses cibles en s'appuyant sur des espions au sol connus pour avoir combattu les forces alliées en Afghanistan : en clair, les hommes de Ben Laden.

Le Bahreïn, quant à lui, se présente comme un royaume indépendant depuis 1971. En réalité, il est toujours un territoire gouverné par les Britanniques. Ceux-ci avaient choisi en leur temps comme Premier ministre le prince Khalifa et l'ont maintenu à ce poste depuis 40 ans sans discontinuer, après la fiction d'indépendance et encore aujourd'hui. Une continuité qui n'est pas pour déplaire aux Sudairi.

Le roi Hamad a accordé une concession aux États-Unis qui ont installé au port de Juffair le quartier général naval du Central Command et la Ve flotte. Dans ces conditions, la demande populaire de monarchie constitutionnelle signifie l'accès à une véritable indépendance, la fin de la tutelle britannique, et le départ des troupes US. Une telle évolution ne manquerait pas de faire tâche d'huile en Arabie saoudite et de menacer les bases du système.

Les Sudairi ont convaincu le roi du Bahreïn d'écraser tout espoir populaire dans le sang.

Le 13 mars, le secrétaire US à la Défense Robert Gates est venu installer la coordination des opérations à Manama, lesquelles ont débuté le lendemain avec l'entrée de troupes spéciales saoudiennes, placées sous le commandement du prince Nayef et connues comme « les Aigles de Nayef ».

En quelques jours, tous les symboles de la contestation ont été détruits, y compris le monument public érigé jadis sur la place de la Perle. Des centaines de personnes sont mortes ou portées disparues. La torture — qui avait été presque abandonnée depuis une dizaine d'années — a été à nouveau généralisée. Les



Garant de l'ordre établi, le prince Nayef est l'inflexible ministre saoudien de l'Intérieur et de l'Information depuis 41 ans.

médecins et infirmiers qui

ont soigné des manifestants blessés ont été arrêtés dans leurs hôpitaux, incarcérés au secret, puis traduits devant des tribunaux militaires.

Cependant, le plus important dans cette terrible répression est la volonté de transformer un classique combat de classe opposant une population entière à une classe de privilégiés vendus à un impérialisme étranger, en un conflit sectaire. La majorité des Bahreïnais étant chiites alors que la famille régnante est sunnite, c'est le chiisme —véhicule de l'idéal révolutionnaire de Rouhollah Khomeiny— qui a été désigné comme cible. En un mois, les « Aigles de Nayef » ont rasé 25 mosquées chiites et endommagé 253 autres.

21 des principaux leaders de la contestation politique seront prochainement jugés par un tribunal d'exception. Ils encourrent la peine de mort. Plus encore que sur les chiites, la monarchie s'acharne sur Ibrahim Chérif, le président du parti Waed (gauche laïque), auquel elle reproche de ne pas jouer le jeu confessionnel alors qu'il est sunnite.

À défaut de pouvoir déstabiliser l'Iran, les Sudairi ont concentré leurs attaques contre la Syrie.

La déstabilisation de la Syrie



Les révolutions mises en scène pour les médias ont leur logo. Ici, celui de « The Syrian Revolution 2011 » sur Facebook.

Début février, alors que le pays ne connaissait aucune manifestations, une page intitulée The Syrian Revolution 2011 était créée sur Facebook. Elle appelait à une « Journée de la colère », le vendredi 4 ; appel relayé par Al-Jazeera, mais qui ne rencontra aucun écho, nulle part. La chaîne qatarie déplora cette absence de réaction et stigmatisa la Syrie, ce « royaume du silence » (sic).

La dénomination The Syrian Revolution 2011 laisse songeur : formulée en anglais, elle est caractéristique des slogans publicitaires. Mais quel révolutionnaire authentique penserait que s'il ne parvient pas à réaliser son idéal en 2011, il rentrera se coucher à la maison ?

Plus étrange, le jour de sa création, cette page Facebook a enregistré plus de 80 000 amis. Un tel engouement en quelques heures, suivi de rien du tout, évoque une manipulation réalisée avec des logiciels de création de comptes. D'autant que les Syriens ont un usage modéré d'Internet et n'ont accès à l'ADSL que depuis le 1er janvier.

Les troubles ont débuté un mois plus tard à Deraa, un bourg rural situé à la frontière jordanienne et à quelques kilomètres d'Israël. Des inconnus ont payé des adolescents pour qu'ils taguent des graffitis antigouvernementaux sur les murs de la ville. La police locale a arrêté les lycéens et les a traités comme des criminels au grand dam de leurs familles. Les notables locaux qui se proposaient de régler le contentieux ont été éconduits par le gouverneur comme des mal-propres. Les jeunes gens ont été passés à tabac. Les familles furieuses ont attaqué le commissariat pour les libérer. La police a répondu avec plus de brutalité encore, tuant des protestataires.

Le président Bachar el-Assad est alors intervenu pour sanctionner les policiers et le gouverneur —lequel n'est autre qu'un de ses cousins qu'il avait nommé à Deraa, loin de la capitale, pour qu'il se fasse oublier—. Une enquête a été ouverte pour faire toute la lumière sur cette bavure policière, les fonctionnaires responsables des violences ont été mis en examen et placés sous écrou. Des ministres se sont déplacés pour présenter les excuses et les

condoléances du gouvernement aux familles de victimes ; excuses et condoléances qui ont été publiquement acceptées.

Tout aurait du rentrer dans l'ordre. Soudain des *snipers* cagoulés, postés sur des toits, ont tiré à la fois sur la foule et sur les policiers, plongeant la ville dans le chaos.

Profitant de la confusion, des individus armés se sont rendus à l'extérieur de la ville pour attaquer un bâtiment public qui abrite les services de renseignement chargés de l'observation du territoire syrien du Golan occupé par Israël. Les services de sécurité ont ouvert le feu pour défendre le bâtiment et ses archives. Il y a eu des morts de part et d'autre.

Ce type d'affrontement s'est reproduit. Les notables ont demandé la protection de l'armée face aux assaillants qui ont investi la ville. Trois mille hommes et des blindés ont été déployés pour protéger les habitants. En définitive, une bataille a opposé les combattants infiltrés à l'armée syrienne dans une sorte de remake du siège de Nahr el-Bared par l'armée libanaise. Sauf que cette fois, la presse internationale déforme les faits et accuse l'armée syrienne d'attaquer la population de Deraa.

Pendant ce temps, des heurts ont éclaté à Lattaquié. Ce port abrite de longue date des mafias qui se sont spécialisées dans la contrebande maritime. Ces individus ont reçu des armes et de l'argent en provenance du Liban. Ils ont vandalisé le centre ville. La police est intervenue. Sur ordre présidentiel, les forces de l'ordre n'étaient armées que de matraques. Les gangsters ont alors sortis des armes de guerre et ont tués des dizaines de policiers désarmés.

Le même scénario s'est reproduit dans la localité voisine de Baniyas, une ville de moindre importance, mais bien plus stratégique en ce qu'elle abrite la principale raffinerie pétrolière du pays. Cette fois, les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes et l'affrontement a tourné en bataille rangée.

Enfin, à Homs, une ville importante du Centre, des individus sont venus participer à une prière dans une mosquée intégriste et ont appelé les fidèles à manifester contre « *le régime qui tue nos frères de Lattaquié* ».

Réagissant aux troubles, la population syrienne est descendue en passe pour affirmer son soutien à la République. Des manifestations monstres, comme le pays n'en avait jamais connues de son histoire, ont réuni chaque fois des centaines de milliers de personnes à Damas, à Alep et même à Lattaquié, au cri de « *Dieu, la Syrie, Bachar !* ».

Tandis que les affrontements se durcissaient dans les localités concernées, les forces de l'ordre sont parvenues à arrêter des combattants. Selon leurs aveux télévisés, ils ont été recrutés, armés et payés, par un député haririste libanais, Jamal Jarrah, ce que ce dernier dément.

Jamal Jarrah est un ami du prince Bandar. Son nom avait été cité dans l'affaire du Fatah al-Islam à Nahr el-Bared. Il est le cousin de Ziad Jarrah, un jihadiste accusé par le FBI d'être responsable du détournement du vol UA93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie le 11 septembre 2001. Il est également cousin des frères Ali et Youssouf Jarrah, arrêtés par l'armée libanaise, en novembre 2008, pour espionnage au profit d'Israël.



Depuis Londres et Paris, Ali Saad-al-din Bayanouni (secrétaire général de la section syrienne des Frères musulmans) et Abdel-Halim Khaddam (ancien vice-président de Syrie) appellent au renversement de Bachar el-Assad.

Jamal Jarrah serait un membre secret des Frères musulmans, ce qu'il dément également. En 1982, les Frères tentèrent de prendre le pouvoir en Syrie. Ils échouèrent et furent alors victimes d'une effroyable répression de masse. On croyait ce douloureux souvenir oublié depuis l'amnistie proclamée par Bachar el-Assad. Il n'en est rien, cette branche des Frères étant désormais financée par les Sudairi, qui jadis les excommuniaient. Le rôle de la confrérie dans les affrontements de Baniyas est maintenant reconnu par tous.

Jamal Jarrah aurait également utilisé des militants libanais du Hizb ut-Tahrir, une organisation islamiste basée à Londres et surtout active en Asie centrale. Le Hizb ut-Tahrir, qui se déclare non-violent, est accusé d'avoir organisé de nombreux attentats dans la vallée de la Ferghana. C'est notamment pour le combattre que la Chine a initié son rapprochement avec la Russie au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. Malgré plusieurs débats à la Chambre des Communes, les responsables londoniens du groupe n'ont jamais été inquiétés et occupent tous des postes de cadres de haut niveau dans des multinationales anglo-américaines.

Le Hizb ut-Tahrir a ouvert une section au Liban l'an dernier. À cette occasion, il a organisé un congrès où il a invité des personnalités étrangères, dont un intellectuel russe de renom international. Au cours des débats, les organisateurs ont appelé à l'instauration d'un État islamique en précisant que pour eux, les chiites et les druzes libanais, —et même certains sunnites— ne sont pas de vrais musulmans et devraient être expulsés comme les chrétiens. Stupéfait par ces outrances, l'invité russe s'est empressé de donner des interviews télévisés pour se démarquer de ces fanatiques.

Les forces de sécurité syriennes sont d'abord apparues débordées par les événements. Formés en URSS, les officiers supérieurs ont fait usage de la force sans trop se soucier des conséquences sur la population. Cependant, la situation s'est progressivement renversée. Le président Bachar el-Assad a repris la main. Il a changé de gouvernement. Il a abrogé l'état d'urgence et a dissous la Cour de sûreté de l'État. Il a octroyé la nationalité syrienne aux milliers de Kurdes qui en étaient historiquement privés depuis un recensement contesté. En outre, il a pris diverses mesures catégorielles, comme l'abrogation des amendes pour retard de paiement des entreprises publiques (électricité etc.). Ce faisant, il a donné satisfaction aux principales demandes populaires et a tari l'opposition. Lors du « *Jour de défi* », le vendredi 6 mai, la totalité des manifestants dans le pays n'a pas atteint les 50 000 personnes, pour une population de 22 millions d'habitants.

Surtout, le nouveau ministre de l'Intérieur Mohammad al-Sha'ar,

a appelé toute personne qui se serait laissée entraîner dans les émeutes de se rendre spontanément à la police et de bénéficier d'une amnistie complète en échange d'informations. Plus de 1 100 personnes ont répondu. En quelques jours, les principales filières ont été démantelées et de nombreuses caches d'armes saisies. Après cinq semaines de violences, le calme revient lentement dans presque toutes les villes troublées.

Parmi les meneurs identifiés et arrêtés, plusieurs seraient des officiers israéliens ou libanais, et un serait un politicien libanais proche de Saad Hariri. Cette tentative de déstabilisation aura donc une suite.



Au sein du gouvernement saoudien, les Sudairi ont profité de la maladie du roi Abdallah pour le marginaliser. Avec l'aide des Etats-Unis et d'Israël, ils ont mit fin au rapprochement Abdallah-el-Assad et supervisent la contre-révolution arabe.

Un complot à découvert

Ce qui était originellement un complot pour renverser les autorités syriennes s'est transformé en un chantage public à la déstabilisation. Constatant que la révolte ne prend pas, les quotidiens arabes anti-syriens ont évoqué sans pudeur les marchandages en cours.

Ils ont relaté les voyages de négociateurs venus à Damas présenter les exigences des Sudairi. Si l'on en croit ces journaux, les violences ne s'arrêteront que lorsque Bachar el-Assad se sera plié à deux ordres :

- ▶ rompre avec l'Iran ;
- ▶ et cesser de soutenir la Résistance en Palestine, au Liban et en Irak.

La propagande internationale

Les Sudairi souhaitent une intervention militaire occidentale pour en finir avec la résistance syrienne, à la manière dont se déroule l'agression contre la Libye. Pour ce faire, ils ont mobilisé des spécialistes de la propagande.

À la surprise générale, la chaîne de télévision satellitaire Al-Jazeera a brutalement changé de ligne éditoriale. C'est un secret de polichinelle que cette station a été créée par la volonté des frères David et Jean Frydman, des milliardaires français qui furent conseillers d'Ytzakh Rabin et d'Ehud Barak. Ils souhaitaient créer un média qui permette un débat entre Israéliens et Arabes, alors que ce débat était interdit par la loi dans chacun des pays concernés.

Pour constituer la chaîne, ils ont sollicité l'émir de Qatar qui a, au départ, joué le rôle de couverture. L'équipe de rédaction a été recrutée au sein du service arabe de la BBC, de sorte que la majorité des journalistes de départ sont des agents du MI6 britannique.

Cependant, l'émir a pris le contrôle politique de la chaîne qui est devenue le bras agissant de sa principauté. Durant des années, Al-Jazeera a effectivement joué un rôle d'apaisement en favorisant le dialogue et la compréhension dans la région. Mais la chaîne a aussi contribué à banaliser le système d'apartheid israélien, comme si les violences de Tsahal n'étaient que des bavures regrettables d'un régime acceptable, alors qu'elles sont l'essence même du système.



En fuite, l'ex-président Ben Ali a trouvé refuge en Arabie saoudite auprès du prince Nayef.

Al-Jazeera, qui a couvert de manière exceptionnelle les révolutions en Tunisie et en Égypte, a brusquement changé de ligne éditoriale avec l'affaire libyenne pour devenir le porte-parole des Saïdari.

Cette volte-face mérite une explication. L'attaque de la Libye est originellement un plan franco-britannique conçu en novembre 2010, c'est-à-dire bien avant le « printemps arabe », auquel les États-Unis ont été associés. Paris et Londres entendaient régler des comptes avec Tripoli et défendre leurs intérêts coloniaux. En effet, en 2005-06, la NOC, compagnie

nationale des pétroles libyenne, avait lancé trois appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation de ses réserves, les plus importantes d'Afrique. Le colonel Kadhafi avait imposé sa règle du jeu. Les compagnies occidentales avaient conclu divers accords, certes avantageux, mais bien peu à leurs yeux. Il s'agissait même des contrats les moins favorables à des multinationales dans le monde. À cela s'ajoutaient divers contentieux liés à l'annulation de juteux contrats d'équipement et d'armement.

Dès les premiers jours du prétendu soulèvement de Benghazi, Paris et Londres ont mit en place un Conseil national de transition que la France a officiellement reconnu comme représentant légitime du peuple libyen. Ce Conseil a créé une nouvelle compagnie pétrolière, la LOC, qui a été reconnue par la communauté internationale au sommet de Londres comme exploitant de plein droit les hydrocarbures du pays. Lors de ce hold-up, il a été décidé que la commercialisation du pétrole volé par la LOC serait effectuée par... le Qatar, et que le groupe de contact des États alliés se réunirait désormais à Doha.

Immédiatement, le consultant religieux de la chaîne, Youssef al-Qardawi, se déchaina chaque jour pour appeler au renversement de Bachar el-Assad. Cheikh al-Qardawi est le président de l'Union internationale des Oulémas et également du Conseil européen pour la recherche et la fatwa. Il est l'égérie des Frères musulmans et prône un islam original, mélange de « démocratie de marché » à l'américaine et d'obscurantisme à la saoudienne : il admet le principe de dirigeants élus pourvu que ceux-ci s'engagent à faire appliquer la Charia dans son interprétation la plus bornée.



Youssef al-Qardawi considère que la libération de la Palestine est importante, mais moins que l'instauration de la Sharia.

Youssef al-Qardawi a été rejoint par l'ouléma soudien Saleh

El-Haidane qui a appelé à « *tuer un tiers des Syriens pour que les deux autres tiers vivent* » (sic). Tuer un tiers des Syriens ? Cela signifie occire les chrétiens, les juifs, les chiites, les alaouites et les druzes. Pour que vivent les deux tiers ? C'est-à-dire pour instaurer un État sunnite avant que celui-ci n'épure sa propre communauté.

À ce jour, seule la branche palestinienne des Frères musulmans, le Hamas, semble réfractaire au pouvoir de séduction des pétrodollars des Sudairi. Son chef, Khaled Mechaal, non sans un moment d'hésitation, a confirmé qu'il resterait en exil à Damas et qu'il soutenait le président el-Assad. Avec l'aide de ce dernier, il a cherché à prendre de court les plans impérialistes et sionistes en négociant un accord avec le Fatah de Mahmoud Abbas.

Depuis mars, Al-Jazeera, la BBC en arabe et France24 en arabe se sont mués en organe de propagande massive. À coup de faux témoignages et d'images manipulées, ils relatent des événements fabriqués pour plaquer sur la République syrienne les stéréotypes du régime de Ben Ali.

Ils cherchent à faire croire que l'armée syrienne est une force de répression comparable à la police tunisienne, et qu'elle n'hésite pas à tirer sur de paisibles citoyens luttant pour leur liberté. Ces médias ont même annoncé le décès d'un jeune soldat qui aurait refusé de tirer sur ses concitoyens et aurait été torturé à mort par ses supérieurs. En réalité, l'armée syrienne est une armée de conscrits, et le jeune soldat dont l'état-civil avait été publié était en permission. Il s'en est expliqué à la télévision syrienne où il a affirmé sa volonté de défendre son pays face aux mercenaires étrangers.

Ou encore, ces chaînes satellitaires ont essayé de présenter plusieurs personnalités syriennes comme des profiteurs, à l'instar de la belle-famille de Ben Ali. Elles ont concentré leurs critiques sur Rami Makhlouf, l'homme le plus riche du pays, qui est un cousin du président el-Assad. Elles ont prétendu que, sur le modèle tunisien, il exigeait des parts dans toutes les sociétés étrangères désirant s'implanter au pays. C'est absolument infondé et inimaginable dans le contexte syrien. En réalité, Rami Makhlouf a bénéficié de la confiance du président el-Assad pour obtenir la concession du téléphone mobile. Et, comme tous ceux qui ont obtenus de telles concessions dans le monde, il est devenu milliardaire. La vraie question est de savoir s'il a ou non profité de sa situation pour s'enrichir au détriment des consommateurs. La réponse est non : Syriatel propose les tarifs de téléphone mobile les moins chers au monde !

Quoi qu'il en soit, la palme du mensonge revient à Al-Jazeera. La chaîne qatarie est allée jusqu'à présenter des images d'une manifestation de 40 000 moscovites réclamant l'arrêt du soutien russe à la Syrie. Il s'agissait en fait d'images tournées lors de la manifestation annuelle du 1er mai, dans laquelle la chaîne avait implanté des acteurs pour réaliser de faux micro-trottoirs.

La réorganisation des réseaux du prince Bandar et de l'administration Obama

Le dispositif contre-révolutionnaire des Sudairi se heurte à une difficulté : jusqu'à présent les mercenaires du prince Bandar se battaient sous la bannière d'Oussama Ben Laden, que ce soit en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie ou ailleurs. Initialement considéré comme un anticommuniste, Ben Laden était progressivement devenu un anti-occidental. Sa mouvance était marquée par l'idéologie du clash des civilisations, énoncée par Bernard Lewis et popularisée par son élève Samuel Huntington. Elle a connu son ère de gloire avec les attentats du 11-Septembre et la guerre au terrorisme : les hommes de Bandar perpétreraient les troubles partout où les Etats-Unis souhaitaient intervenir.

Dans la période actuelle, il est nécessaire de changer l'image des jihadistes. Désormais, ils sont invités à se battre aux côtés de

l'OTAN, comme jadis ils se battaient aux côtés de la CIA en Afghanistan contre l'Armée rouge. Il convient donc de revenir au discours pro-occidental d'antan et de lui trouver une autre substance que l'anti-communisme. Ce sera le travail idéologique du cheik Youssef al-Qardawi.

Pour faciliter ce *relookage*, Washington a annoncé la mort officielle d'Oussama Ben Laden. Cette figure tutélaire disparue, les mercenaires du prince Bandar peuvent être mobilisés sous une nouvelle bannière.

Cette redistribution des rôles s'accompagne d'un jeu de chaises musicales à Washington.

Le général David Petraeus qui, en qualité de commandant du CentCom, devait traiter avec les hommes de Bandar au Proche-Orient, devient directeur de la CIA. Il faut donc s'attendre à un retrait accéléré des troupes de l'OTAN hors d'Afghanistan et à un engagement accru des hommes de Bandar dans les opérations secrètes de l'Agence.

Léon Panetta, le directeur sortant de la CIA, devient secrétaire à la Défense. Selon l'accord interne de la classe dirigeante états-unienne, ce poste devait être réservé à un membre de la Commission Baker-Hamilton. Or le démocrate Panetta —comme le républicain Gates— en faisait partie. Dans le cas de nouvelles guerres, il devrait limiter les déploiements au sol, hormis pour les Forces spéciales.

À Riyadh et à Washington, on dresse déjà l'acte de décès du « printemps arabe ». Les Sudairi peuvent dire du Proche-Orient ce que le Guépard disait de l'Italie : « *Il faut que tout change pour que rien ne change et que nous restions les maîtres* ».

voltaire sharethis



Thierry Meyssan

Intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie des analyses de politique étrangère dans la presse arabe, latino-américaine et russe. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

Les articles de cet auteur

Envoyer un message

Source **Komsomolskaïa Pravda (Fédération de Russie)**

Les articles de cet auteur

[Rédigé fin avril, ce texte a été complété dans son édition française pour rendre compte des récents développements.]

Arabie saoudite

Bahreïn

Syrie

Egypte

CentCom : Contrôle du « Grand Moyen-Orient »